

## Burundi : Amnesty dénonce des cas de torture sur des opposants

Arrib News, 24/08/2010 – Source AFP Les élections au Burundi ont "marqué le début d'une inquiétante régression en matière de lutte contre la torture" dans ce pays où les forces de sécurité ont torturé au moins 12 opposants, selon Amnesty International qui a demandé l'ouverture d'une enquête. "Les autorités burundaises doivent enquêter sur des allégations selon lesquelles des agents des forces de sécurité ont torturé 12 membres de l'opposition lors des dernières élections, a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme, à l'occasion de la publication d'un rapport sur ces incidents.

"Il est inacceptable que des actes aussi abjects que ceux qui sont imputés à des membres des forces de sécurité restent impunis", a estimé Amnesty. Le rapport décrit comment les opposants "ont été giflés et ont reçu des coups de pied et matraque notamment, sur tout le corps". "Certains ont dit avoir été menacés de mort et, dans un cas, une partie de l'oreille d'un détenu a été sectionnée", poursuit le document. Les 12 personnes torturées "étaient des membres de part d'opposition, occupant pour certaines des fonctions dirigeantes au sein de leur formation", selon Amnesty. Elles ont été "la plupart inculpées d'atteintes à la sécurité en relation avec une série d'attentats à la grenade qui ont marqué la présidentielle". "Les informations faisant état de cas de tortures au Burundi s'étaient faites plus rares ces dernières années et la résurgence de ces sévices constitue un recul très perturbant", a déclaré le directeur du programme Afrique d'Amnesty International, Erwin van der Borgh. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis la tenue d'élections générales en juillet, largement remportées par le parti au pouvoir CNDD-FDD -- issu de la principale rébellion hutu du pays -- du président sortant Pierre Nkurunziza, une victoire contestée par l'opposition. Les attaques à la grenade et assassinats ciblés se sont multipliés et ont été suivis de centaines d'arrestations dans les rangs de l'opposition. Trois chefs de l'opposition ont fui le pays ou sont entrés dans la clandestinité, parmi lesquels le chef historique de l'ex-rébellion hutu des Forces nationales de libération (FNL), Agathon Rwasa. Le Burundi sort de 13 ans d'une guerre civile entre rébellions hutu et l'armée dominée par la minorité tutsi. Le conflit a fait près de 300.000 morts.